



Turquie 2050

Train ITI ; Mansur Yavaş ; Turquie-Syrie

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE Un train de retard ?

Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1151-1
© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Image : © Shutterstock.com

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 : Train ITI ; Mansur Yavaş ; Turquie-Syrie », *Repères sur la Turquie*, n° 34, Ifri, janvier 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : (01) 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

La ligne de fret ferroviaire Islamabad-Téhéran-Istanbul (ITI), dont la relance a été annoncée conjointement en novembre par les ministres des Affaires étrangères turc et iranien, constitue un corridor de connectivité majeur.

Longue de plus de 6 000 km, elle relie le Pakistan à la Turquie *via* l'Iran et vise à offrir une alternative terrestre au transport maritime traditionnel entre l'Asie du Sud et l'Europe. Les gains potentiels sont significatifs : alors que le transport maritime entre le Pakistan et l'Europe nécessite traditionnellement 45 à 60 jours, en passant par des goulets d'étranglement critiques comme le canal de Suez, par lequel transite plus de 12 % du commerce mondial, le tracé ITI permettrait de ramener les délais à 12-14 jours, soit une réduction d'environ 70 %.

Bien que présenté comme une entreprise trilatérale, son intérêt stratégique apparaît particulièrement marqué pour Ankara, qui y voit un levier supplémentaire pour consolider son rôle de *hub* eurasiatique. Dans un contexte où le fret ferroviaire mondial devrait passer d'environ 280 milliards de

dollars à plus de 390 milliards d'ici 2030, l'ITI placerait la Turquie au cœur d'un marché logistique en forte expansion. Il pourrait également être prolongé vers la Chine, que la Turquie courtise de plus en plus comme partenaire. Pour Ankara, il ne s'agit donc pas seulement d'un couloir de transit, mais bien d'un instrument de projection géoéconomique vers l'Asie du Sud, où la Turquie cherche à renforcer sa présence commerciale et diplomatique depuis le début des années 2010.

La route pénètre sur le territoire turc par le poste-frontière ferroviaire Razi-Kapıköy, unique point de passage ferroviaire entre l'Iran et la Turquie pour le rail. De là, elle traverse l'Anatolie orientale *via* Malatya, Kayseri et Ankara, avant de rejoindre Istanbul, terminus européen du tracé. Environ 2 000 km du couloir ferroviaire se situent sur le territoire turc, conférant au pays un rôle central dans la fluidité et la sécurisation des flux. L'ITI repose en grande partie sur les lignes existantes des Chemins de fer turcs (TCDD), en particulier sur les axes est-ouest qui constituent l'ossature du réseau national. Après plusieurs trajets pilotes entre 2009 et 2012, le corridor a été interrompu pendant près d'une décennie en raison de difficultés logistiques, de lentes douanières, de disparités techniques et d'un manque d'harmonisation tarifaire entre les trois pays. La Turquie a constamment manifesté son intérêt pour le projet, mais ne pouvait en assurer seule la viabilité opérationnelle, les principaux blocages se situant en Iran et au Pakistan. Une reprise expérimentale a eu lieu en 2021-2022, et les autorités pakistanaises évoquaient depuis une relance prévue fin 2025, sans qu'une annonce officielle équivalente n'ait été formulée côté turc.

La relance de la dynamique ferroviaire s'inscrit pleinement aujourd'hui dans la politique des transports du Parti de la justice et du développement (AKP), qui a fait depuis 2002 des infrastructures un pilier central de son plan de développement : modernisation du réseau ferroviaire, investissements dans les lignes à grande vitesse et perspective de faire de la Turquie un nœud logistique eurasiatique structurent cette stratégie. L'ITI coexiste en l'occurrence avec des projets plus ciblés et bilatéraux, tels que le corridor Marand-Cheshmeh Soraya, destiné à renforcer la connectivité ferroviaire directe entre l'Iran et la Turquie et à sécuriser des flux plus

immédiatement opérationnels, actant au passage la solidité des relations diplomatiques entre les deux États dans un contexte géopolitique particulièrement tendu.



Source : compte Instagram : @iran_military_official.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Mansur Yavaş dans le collimateur

L'autorisation donnée par le ministère de l'Intérieur turc en novembre 2025 d'ouvrir une enquête visant Mansur Yavaş, maire d'Ankara et figure centrale du Parti républicain du peuple (CHP), s'inscrit dans une séquence politique très conflictuelle entre le pouvoir et l'opposition.

Officiellement fondée sur des soupçons de corruption liés à des dépenses municipales, notamment relatives à l'organisation de concerts entre 2021 et 2024, cette décision dépasse largement le cadre d'un simple contentieux administratif. C'est un nouvel épisode de mobilisation de la justice au service du politique, après l'arrestation et les poursuites engagées contre le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu en mars 2025 : les contours de la stratégie du président, consistant à réduire l'espace politique de l'opposition par des instruments judiciaires, en fragilisant ses figures les plus visibles à l'échelle nationale, sont désormais assez clairs.

Sur le plan juridique, la procédure repose sur une demande formulée par le bureau du procureur en chef d'Ankara, visant à obtenir l'autorisation d'enquêter sur Mansur Yavaş et sur Nevzat Uzunoğlu, chef de cabinet de la municipalité métropolitaine d'Ankara (ABB). Le ministère de l'Intérieur a donné son aval à l'ouverture d'un examen portant sur des chefs d'accusation d'abus de fonction, de mauvaise utilisation de fonds publics et de manquement au devoir de surveillance administrative dans le cadre de dépenses municipales liées à des événements culturels. En réponse, Mansur Yavaş a formellement contesté l'ordonnance ministérielle et demandé un contrôle juridictionnel devant le Conseil d'État, dénonçant un processus politiquement motivé et juridiquement disproportionné.

L'opposition perçoit ce développement comme une nouvelle étape dans une politique d'affaiblissement systématique des grandes municipalités dirigées par le CHP, devenues, depuis les élections

municipales de 2019, de véritables fiefs de la contestation. La mise en cause de Yavaş, jusque-là considéré comme une figure modérée et peu conflictuelle, marque un durcissement du rapport de force et élargit le spectre des responsables municipaux exposés à la pression judiciaire.

Cette lecture est explicitement formulée par Özgür Özel, président du CHP, qui parle d'« agression judiciaire » et y voit un prolongement direct de la manœuvre contre İmamoğlu. Özel souligne le caractère sélectif des poursuites, en rappelant qu'aucun compte n'a été demandé à Melih Gökçek, ancien maire AKP d'Ankara, accusé par l'opposition d'avoir dilapidé près d'un milliard de dollars dans le projet avorté du parc à thème Ankapark, et qui n'a pas été inquiété.

Cette stratégie contre l'opposition a des effets contrastés. Loin de démobiliser le CHP, elle semble au contraire renforcer la dynamique contestataire. Le parti a organisé plus de 76 meetings à travers le pays pour dénoncer l'instrumentalisation de la justice. Le dernier rassemblement, qui s'est tenu à Istanbul dans le quartier populaire de Kağıthane, historiquement favorable à l'AKP, illustre la volonté de déplacer la confrontation politique hors des bastions traditionnels du CHP. L'affaire Yavaş dépasse bien la simple gestion municipale. Elle met en lumière les tensions structurelles du système politique turc, où la compétition électorale tend à se déplacer vers le terrain judiciaire. Mais si l'objectif du pouvoir semble être l'affaiblissement durable du camp rival en vue des présidentielles – officiellement prévues pour 2028, susceptibles d'être anticipées en cas de reconfiguration institutionnelle ou par calcul politique, la multiplication des enquêtes pourrait paradoxalement renforcer la cohésion et la visibilité de l'opposition.

DIPLOMATIE

Le processus de paix kurde, aller et retour : enjeux pour la relation turco-syrienne

L'annonce, en mai 2025, du dépôt des armes par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à l'initiative d'Abdullah Öcalan constitue un tournant dans les relations entre la Turquie et sa population kurde.

Après plus de quarante années de conflit et plus de 40 000 morts, ce choix d'abandonner la lutte armée au profit d'un engagement politique pacifique dépasse le cadre intérieur turc. Il résonne particulièrement en Syrie, où la question kurde est devenue centrale depuis la guerre civile, l'émergence d'une administration autonome dans le nord et l'est du pays et, plus récemment, la chute de Bachar al-Assad. L'arrivée au pouvoir d'Ahmed al-Charaa place désormais la question kurde syrienne au cœur de la recomposition politique du pays et des équilibres régionaux.

La place des Kurdes syriens dans la recomposition sociale, politique et sécuritaire de la Syrie post-Assad soulève cependant des enjeux bien différents de ceux que nous connaissons pour la Turquie. Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les Kurdes ont assumé la direction en tant qu'alliés des Occidentaux dans la lutte contre Daech, dominent encore le nord-est du pays, défiant concrètement le gouvernement syrien dans sa reconquête de la souveraineté. Alors que le Rojava s'était constitué en proto-État, son avenir pose aussi la question de la forme institutionnelle future de l'État syrien. Se souvenant d'un passé encore très récent, avant la guerre civile, où ils n'étaient même pas reconnus comme citoyens du pays, les Kurdes de Syrie ne veulent donc pas renoncer aux gains territoriaux, économiques et politiques de ces dernières années.

Pour les responsables kurdes syriens, le processus de paix engagé entre le gouvernement turc et le PKK ouvre ainsi de nouvelles perspectives politiques. Elham Ahmad, figure de l'administration autonome, a salué un « impact positif direct » sur la région. Leur position est en fait ambivalente : l'abandon des armes par le PKK

excluait au départ explicitement les forces kurdes en Syrie, afin de préserver le capital acquis dans le nord-est syrien ; mais l'appel d'Öcalan relayé par le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) a aussi ravivé l'espoir d'une normalisation progressive des relations avec la Turquie, longtemps figées dans un face-à-face exclusivement sécuritaire. Pris au piège d'un affrontement militaire que le rapport de force avec l'armée turque leur rendra de plus en plus défavorable, les Kurdes syriens cherchent désormais à établir avec Ankara un dialogue jusque-là impossible. Ils doivent pour cela démontrer leur volonté de coexistence et de stabilité en affirmant leur attachement à l'unité territoriale de la Syrie. Les autorités kurdes syriennes clament donc aujourd'hui leur volonté d'apaisement, en mettant en avant l'ouverture des frontières, la coopération régionale et le rejet de toute logique séparatiste. Cette posture vise à rassurer à la fois Ankara et Damas, tout en rompant avec l'image d'un projet de sécession.

Car parallèlement, le nouveau pouvoir syrien s'efforce de redéfinir ses relations à la fois avec la Turquie et avec les forces kurdes. Pour le gouvernement d'Ahmed al-Charaa, l'apaisement entre la Turquie et le PKK est indispensable afin de consolider sa propre autorité. La diminution de la pression militaire turque sur le nord de la Syrie pourrait faciliter la négociation interne sur l'avenir des FDS. Longtemps hostile à toute forme d'autonomie kurde en Syrie, la Turquie semble désormais reconnaître que la stabilisation du pays passe par une intégration politique des structures kurdes existantes, à condition qu'elles soient placées sous l'autorité de l'État central. L'accord signé en mars 2025, prévoyant l'intégration progressive des FDS au sein de l'armée nationale syrienne, s'inscrit dans cette logique, même s'il demeure à ce stade inappliqué.

Côté turc, le succès du processus de paix interne reste lui aussi étroitement lié à l'évolution de la question kurde syrienne : sans solution politique durable dans le nord de la Syrie, la réconciliation en Turquie demeure incomplète. Le discours d'Öcalan, rejetant l'État-nation kurde, la fédération ou l'autonomie administrative, est certainement perçu comme une énorme concession, même s'il laisse volontairement dans le flou les contreparties politiques attendues.